



Conseil économique et social

Distr. générale
24 février 2016
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales
Reprise de la session de 2016
23 mai-1^{er} juin et 10 juin 2016

Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Fondation Helsinki pour les droits de l'homme	3
2. Fondation ISHA	4
3. Grupo Intercultural Almaciga	5
4. Human Rights House Foundation	7
5. Hunt Alternatives Fund	8
6. Inclusion International	10
7. Independent Advocacy Project	11
8. Indira Gandhi Integral Education Centre	13
9. Indo-European Chamber of Commerce and Industry	14
10. Initiatives : Women in Development	15

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition. Note du Secrétaire général*

16-02860X (F)



Merci de recycler



11. Institut des stratégies environnementales mondiales	17
12. Institute for Sustainable Development and Research	18
13. InterAction : American Council for Voluntary International Action	20
14. Ligue Howard pour la réforme pénale	22
15. Systèmes d'information et de documentation sur les droits de l'homme	23

1. Fondation Helsinki pour les droits de l'homme

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

La Fondation Helsinki pour les droits de l'homme a été créée en 1989. Elle mène ses activités en Pologne et ailleurs dans le monde, plus particulièrement en Fédération de Russie, en Ukraine, au Bélarus, dans le Caucase et en Asie centrale.

Objectifs et mission

La Fondation Helsinki dispense des formations et organise des conférences et des séminaires aux niveaux national et international. Elle propose également aux particuliers, aux ONG et aux institutions publiques des consultations d'experts dans le domaine des droits de l'homme et des libertés.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'organisation a assisté aux sessions du Conseil des droits de l'homme à Genève, en Suisse. Les travaux de l'ONU liés aux droits de l'homme sont par ailleurs intégrés aux ateliers, aux formations et aux écoles de la Fondation Helsinki, aux plans national et international.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation fait participer ses membres aux cours de perfectionnement internationaux sur les droits de l'homme qu'organisent des organes des Nations Unies à Genève.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation Helsinki coopère avec le bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés de Varsovie, en Pologne, ainsi qu'avec le Comité polonais du Fonds des Nations unies pour l'enfance.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

2. Fondation ISHA

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

La Fondation ISHA est une organisation à but non lucratif dont le siège se trouve à Coimbatore, au Tamil Nadu, en Inde. Depuis maintenant trois décennies, la Fondation véhicule dans le monde entier la science du yoga dans le but d'entraîner un développement holistique permettant à chacun de réaliser tout son potentiel. Par ailleurs, la Fondation a lancé un certain nombre de projets ambitieux en matière de santé, d'environnement et d'éducation ou dans le domaine social dans les États du

Tamil Nadu, de l'Andhra Pradesh et le territoire de Pondichéry afin d'œuvrer en faveur des communautés rurales et de réhabiliter le milieu naturel.

Objectifs et mission

La Fondation ISHA aspire à une population rurale dynamique et désireuse de faire revivre ses communautés villageoises. La Fondation estime devoir œuvrer aux côtés des communautés défavorisées à l'amélioration des soins de santé holistique ainsi qu'à la recherche de moyens qui permettent de dispenser un enseignement de qualité et peu coûteux aux enfants et de vivre en harmonie avec l'environnement.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le projet GreenHands vise à faire prendre conscience à chacun de notre dépendance inévitable à notre milieu naturel et à inciter à planter des arbres. Grâce aux 130 pépinières réparties dans 28 districts du Tamil Nadu et de Pondichéry, le programme a permis de planter 10,2 millions d'arbrisseaux en mobilisant près d'un million de personnes entre 2011 et 2014. Neuf écoles Isha Vidhya ont permis la scolarisation de 6 415 enfants. Par ailleurs, la Fondation intervient de façon essentielle dans 56 écoles publiques rurales, au bénéfice de 34 000 élèves. Grâce à ses projets « Action for Rural Rejuvenation » et « AYUSH », la Fondation satisfait les besoins en matière de santé dans les zones rurales grâce à ses centres de soins itinérants et ses cliniques rurales qui permettent de prodiguer des soins de santé élémentaires.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fondation a adressé une déclaration écrite intitulée « Isha Vidhya – Educating Rural India » lors du débat de haut niveau du Comité économique et social de 2011 consacré à l'examen ministériel annuel consacré au thème « Implementing the Internationally Agreed Goals and Education », tenu à Genève, en Suisse, du 4 au 7 juillet 2011.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2010, la fondation ISHA collabore avec l'UNICEF et le Ministère indien de la jeunesse et des sports à la promotion d'un programme mis en place par le Gouvernement central visant à encourager la pratique du sport en milieu rural. Forte de son succès, la Fondation a encouragé les communautés à avoir recours au sport pour mieux sensibiliser la population aux questions de santé et d'environnement. En 2011, l'organisation Isha Vidhya a instauré un partenariat avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre du programme Éducation pour les populations rurales.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Par l'intermédiaire d'Isha Vidhya, la Fondation contribue aux objectifs n° 1, 2 et 3 des Objectifs du Millénaire pour le développement en offrant une éducation de qualité aux enfants défavorisés des zones rurales, que ce soit dans les propres établissements de l'organisation ou dans les écoles publiques où elle intervient en proposant aux élèves démunis de vrais repas pour le déjeuner, en assurant

l'éducation des filles et en permettant aux femmes de travailler dans les établissements. Les activités de reboisement contribuent quant à elles à l'objectif n° 7.

3. Grupo Intercultural Almaciga

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Grupo Intercultural Almaciga (Almaciga) est une organisation non gouvernementale dont le siège se trouve à Madrid, en Espagne. L'organisation exerce ses activités en Amérique latine et en Asie en collaboration avec des organisations de peuples autochtones. Elle s'emploie aussi avec d'autres ONG et réseaux européens à promouvoir les droits des peuples autochtones dans l'Union européenne.

Objectifs et mission

Almaciga œuvre en faveur de la protection, de la promotion et du respect des droits des peuples autochtones aux niveaux local, national et régional.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, Almaciga a publié un certain nombre de rapports et de documents consacrés aux droits fondamentaux des peuples autochtones et aux initiatives en faveur du développement durable, ainsi qu'à l'impact des activités économiques sur les droits des peuples autochtones. L'organisation a aussi fourni une aide technique et logistique afin de permettre aux représentants des peuples autochtones de participer aux réunions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Elle a par ailleurs financé, avec d'autres ONG, l'ENIP (European Network on Indigenous Peoples) dans le but de promouvoir avec davantage d'efficacité les droits des peuples autochtones au sein de l'Union européenne. L'ENIP participe activement aux réunions spécialisées de l'ONU.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Almaciga a régulièrement participé aux réunions du Conseil des droits de l'homme, du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (UNPFII). Ses représentants ont aussi participé et appuyé la participation des représentants des peuples autochtones à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable qui s'est tenue du 20 au 22 Juin 2012 à Rio de Janeiro, au Brésil, ainsi qu'à la Conférence mondiale sur les peuples autochtones qui s'est tenue les 22 et 23 septembre 2014 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Almaciga a collaboré avec le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, notamment en fournissant des informations écrites et en appuyant ses activités ainsi que celles du Rapporteur spécial sur les droits des peuples

autochtones et de l'UNPFII. L'organisation a par ailleurs présenté des rapports sur le sujet au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, tout en encourageant les organisations de peuples autochtones à présenter des rapports à ces différentes entités et à entretenir des relations directes avec leurs experts et leurs mandataires.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Almaciga a notamment mis au point des projets visant à renforcer la participation des femmes indigènes dans le département de Cauca, en Colombie, à améliorer la participation à la gestion des affaires publiques au Guatemala, en Colombie, en Équateur et en Bolivie, à gérer de façon durable les territoires autochtones au Paraguay et à élaborer des stratégies en faveur de la gestion des zones protégées d'Amérique du Sud.

4. Human Rights House Foundation

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Human Rights House Foundation est basée à Oslo, en Norvège. La Fondation intervient dans le Caucase et l'Europe de l'Est, l'Afrique de l'Est et la corne de l'Afrique, les Balkans occidentaux et l'Europe de l'Ouest. Elle assure le secrétariat du Human Rights House Network (réseau HRHN).

Objectifs et mission

La Fondation s'emploie à protéger, renforcer et soutenir les organisations de défense des droits de l'homme en les regroupant au sein d'un réseau international. Elle s'intéresse en priorité aux droits relatifs à la liberté d'expression, d'association et de réunion, ainsi qu'aux droits des défenseurs des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation a soutenu les résolutions du Conseil des droits de l'homme – notamment celles portant sur les droits des défenseurs des droits de l'homme – en élaborant des documents de promotion en plusieurs langues et en les diffusant dans les pays dans lesquels elle exerce ses activités. Elle a aussi participé au renforcement des capacités des juristes et des défenseurs des droits de l'homme dans six pays. Elle a formé des défenseurs des droits de l'homme, des journalistes et des juristes aux activités des Nations Unies.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Au cours de la période considérée, la Fondation a participé aux événements suivants :

- Les soixante-septième, soixante-huitième et soixante-neuvième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, qui se sont

respectivement déroulées du 29 octobre au 2 novembre 2012, du 26 octobre au 1^{er} novembre 2013 et du 20 au 24 octobre 2014;

- Chacune des sessions ordinaires du Conseil des droits de l’homme tenues à Genève, en Suisse, entre 2011 et 2014;
- Le second cycle de l’examen périodique universel consacré à l’Arménie, l’Azerbaïdjan et la Croatie, qui a fait l’objet d’une contribution conjointe.
- Les quarante-septième, quarante-huitième et cinquante-troisième sessions du Comité contre la torture, à Genève, en Suisse, qui se sont respectivement tenues du 10 au 14 novembre 2011, du 9 au 11 mai 2012 et du 12 au 14 novembre 2014; et
- Les cent cinquantième, cent sixième et cent onzième sessions du Comité des droits de l’homme, à Genève, en Suisse, qui se sont respectivement déroulées les 16 et 17 juillet 2012, les 22 et 23 octobre 2012 et les 10 et 11 juillet 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation a facilité la tenue de plusieurs réunions d’experts de l’ONU mandatés au titre d’une procédure spéciale et y a notamment contribué en fournissant des informations. Elle a organisé plusieurs rencontres avec des fonctionnaires de l’ONU à Genève ou New York et dans les pays où elle intervient.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L’ensemble des activités de la Fondation sont liées aux Objectifs du Millénaire pour le développement, étant donné qu’aucun de ces objectifs ne saurait s’envisager en dehors d’une société civile universelle et indépendante. S’agissant plus particulièrement de l’objectif n° 3, la Fondation a lancé une campagne en faveur des femmes qui sont impliquées dans la défense des droits fondamentaux. Elle a aussi consacré une exposition aux portraits de 18 femmes engagées dans la défense des droits fondamentaux auprès de l’organisation. Cela a permis de souligner le rôle crucial que jouent les femmes à l’échelon local, national et international en matière de protection et de promotion des droits fondamentaux.

5. Hunt Alternatives Fund

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L’Institute for Inclusive Security (Inclusive Security) est un programme de Hunt Alternatives visant à renforcer la participation pleine et entière des femmes dans l’ensemble des activités liées à la prévention et à la résolution des conflits. Ses activités sont axées sur le Moyen-Orient, l’Asie du Sud et certaines régions d’Afrique. Inclusive Security comprend également le réseau Women Waging Peace, constitué de plus de 2 000 femmes exerçant des responsabilités dans des régions en conflit et spécialisées dans de nombreux sujets liés à la paix et à la sécurité.

Objectifs et mission

Inclusive Security œuvre en faveur de la représentation des femmes en renforçant les capacités des responsables de l’élaboration des politiques de paix et

de sécurité, en menant des recherches et en permettant aux femmes de former des coalitions et de contribuer concrètement aux processus de paix.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Les activités d'Inclusive Security consistent en grande partie à plaider pour une réforme des politiques au sein du système des Nations Unies et des États membres afin de soutenir l'action en faveur des femmes, de la paix et de la sécurité. L'organisation est membre du Groupe de travail des ONG sur les femmes et la paix et la sécurité, auprès duquel elle travaille à la pleine application de toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité tout jouant un rôle de passerelle entre les femmes exerçant des responsabilités et les décideurs de l'ONU.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a notamment participé aux réunions suivantes :

- Elle a été membre officiel du groupe de réflexion sur le financement de l'Instrument mondial d'accélération d'ONU-Femmes, à New York, le 20 juin 2014.
- Elle a aidé une délégation de femmes syriennes à soumettre des recommandations à l'Envoyé spécial des Nations Unies et à d'autres entités de l'ONU, lors de l'Assemblée générale, à New York, en septembre 2014.
- Elle est intervenue dans le cadre d'une manifestation organisée en marge du quatrième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale, à New York, le 10 juin 2014; et
- Elle a assuré des formations annuelles auprès de certains membres du personnel des missions à l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, à New York, entre 2011 et 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Inclusive Security a collaboré avec différentes entités de l'ONU, en leur apportant une assistance technique régulière et en formulant des recommandations pratiques sur les sujets concernant les femmes, la paix et la sécurité, et aussi en proposant des projets de texte dans le cadre des réunions et des résolutions du Conseil de sécurité pertinentes. À titre d'exemple, l'organisation a animé un atelier de renforcement des capacités consacré à la mise en œuvre des plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité, avec la participation d'ONU-Femmes et du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), au Kenya, du 22 au 25 juillet 2014. Elle a aussi élaboré avec le PNUD en 2012 le programme « Training of Mobilizers Curriculum » afin de développer les capacités d'encadrement des femmes dans les domaines de la paix et de la sécurité.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Inclusive Security a dispensé des formations à plus de 5 000 fonctionnaires et 3 000 femmes dans 45 régions en conflit, tout en les motivant, en les mettant en relation les unes avec les autres et en leur apportant les connaissances et les outils

nécessaires pour leur permettre d'élaborer des politiques et des stratégies inclusives en matière de sécurité, à l'appui de l'objectif n° 3 des Objectifs du Millénaire pour le développement.

6. Inclusion International

Statut consultatif spécial : 1975

Introduction

Inclusion International est une fédération mondiale d'organisations familiales de défense des droits fondamentaux des personnes atteintes de déficiences intellectuelles dans le monde entier. La fédération comprend plus de 200 organisations membres dans 115 pays à travers le monde.

Objectifs et mission

Inclusion International et ses organisations membres s'emploient à entraîner des changements au niveau des quatre principaux facteurs qui ont une incidence sur la vie quotidienne des personnes atteintes de déficiences intellectuelles et de leurs familles, à savoir : l'inclusion dans les différents domaines de la société; une citoyenneté à part entière, garantissant le respect des responsabilités individuelles en matière de droits de l'homme; l'autodétermination permettant d'avoir une maîtrise sur les choix qui ont un impact sur leurs vie et; le soutien aux famille.

Changements à signaler

Inclusion International procède actuellement à l'examen de sa structure et de ses critères d'adhésion afin de renouveler et de renforcer son réseau international.

Contribution à des activités des Nations Unies

Inclusion International est principalement concernée par la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle organise des campagnes mondiales, des forums régionaux et des conférences internationales, met à disposition des « équipes de convention » et fournit une aide technique. En outre, elle soumet régulièrement des propositions au Comité des droits des personnes handicapées et aux autres comités des organes conventionnels. En 2013, l'organisation a obtenu une subvention de projet auprès du Fonds des Nations Unies pour la démocratie afin de promouvoir l'engagement civique inclusif et la participation des personnes atteintes de déficiences intellectuelles au Kenya, au Liban et au Zanzibar.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Inclusion International a participé aux sessions annuelles de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées ainsi qu'à toutes les réunions du Comité. L'organisation a par ailleurs mené des activités en marge de ces événements. En 2014, elle a aussi notamment participé aux consultations et aux conférences suivantes :

- La conférence de suivi du programme-phare Éducation pour tous de l'UNESCO et de l'UNICEF, en septembre 2011;
- La conférence « Disability-Inclusive MDGs and Aid Effectiveness » de mars 2012, ainsi que la Réunion intergouvernementale de haut niveau de

novembre 2012, toutes deux organisées par la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique; et

- La Réunion de haut niveau de l'ONU sur le handicap et le développement, en septembre 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Inclusion International entretient d'étroites relations de travail avec l'UNICEF. L'organisation a pris part au Partenariat mondial pour les enfants handicapés et le développement et a collaboré au Forum des partenaires des enfants handicapés et du développement organisé par l'UNICEF en 2012. Elle se réunit aussi régulièrement avec le service de soutien aux familles du Département des affaires économiques et sociales.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Inclusion International participe à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) par le biais des initiatives qu'elle mène en faveur de l'éducation pour tous et du respect des droits visés par la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle organise au moins une manifestation régionale par an, ce qui permet d'échanger avec les participants au sujet de la Convention et des OMD, mais aussi de recueillir des renseignements auprès des participants pour ensuite les relayer au niveau mondial en vue de contribuer au suivi et à l'évaluation des incidences de ces initiatives sur le terrain. En outre, un institut réputé de formation des responsables du Nouveau-Brunswick, au Canada, renseigne les participants sur la théorie de l'éducation pour tous, leur donne l'occasion de voir des établissements scolaires inclusifs à l'œuvre et les invite à mener ensemble une réflexion critique sur le sujet.

7. Independent Advocacy Project

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Independent Advocacy Project (IAP) est une ONG apolitique enregistrée conformément à la législation du Nigéria. L'organisation promeut le respect de la bonne gestion des affaires publiques au Nigéria par le biais d'activités de sensibilisation, de l'établissement de coalitions, de recherches, de publications et de partage d'informations.

Objectifs et mission

IAP réunit les particuliers, les associations et les organisations du Nigéria et d'ailleurs afin d'instaurer des partenariats et de partager des informations liées à la promotion de la participation, de la responsabilité et de l'efficacité à tous les échelons.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

IAP fait partie de plusieurs coalitions, dont celle des Amis de la Convention des Nations Unies contre la corruption issus de la société civile. L'organisation participe activement aux travaux de la coalition et s'emploie à renforcer l'application de la Convention au Nigéria tout en échangeant ses points de vue avec les autres membres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a assisté en tant qu'observatrice à plusieurs conférences des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

IAP collabore étroitement avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC). L'organisation a suivi un certain nombre de programmes de formation animés par l'ONUDC, dont l'un s'est déroulé à Dakar, au Sénégal, au cours de la période considérée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités d'IAP ne concernent pas directement les Objectifs du Millénaire pour le développement mais l'organisation participe indirectement à leur réalisation par le biais de campagnes menées en faveur de la transparence et de la responsabilité comme moyens de favoriser l'exercice des droits économiques et sociaux. IAP s'est récemment particulièrement penchée sur le problème de la corruption au Nigéria en y consacrant des ateliers, des groupes de discussion, des recherches documentaires et des entretiens. L'organisation a, dans cette optique, mené des recherches documentaires détaillées et des activités de sensibilisation des citoyens dans la perspective des élections de 2015.

8. Indira Gandhi Integral Education Centre

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Fondé en 1988, Indira Gandhi Integral Education Centre est un organisme de recherche, de développement et de formation basé à Odisha, en Inde. L'organisation plaide en faveur d'un changement social positif auprès des instances nationales et internationales et propose dans le cadre de son institut des formations et des activités pédagogiques à l'intention des militants et des responsables du monde entier.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à faire progresser les droits des hommes, des femmes et de filles, mais aussi les libertés sexuelles et reproductives de tous, à développer la protection sociale, à promouvoir la bonne gestion des affaires publiques et à intervenir dans le secteur des services sociaux en œuvrant en faveur d'une meilleure condition pour les catégories sociales défavorisées.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a mené des activités visant à faire progresser le programme de développement du Conseil économique et social et de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble en réalisant des projets liés aux Objectifs du Millénaire pour le développement au cours de la période considérée. Elle a mené des études, des projets de développement et des formations tout en assurant un accompagnement juridique et familial et en proposant des activités en faveur de l'autonomisation des femmes, des jeunes et des populations rurales et tribales.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Aucune information fournie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation mène un certain nombre de projets à l'appui des Objectifs du Millénaire pour le développement.

9. Indo-European Chamber of Commerce and Industry

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

Indo-European Chamber of Commerce and Industry (IECCI) est une organisation à but non lucratif enregistrée en Inde. Elle dispose de bureaux locaux en Inde et d'antennes internationales au Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, en Espagne, au Luxembourg, au Portugal, en Roumanie, en Ukraine, en Pologne, aux Pays Bas et à Maurice.

Objectifs et mission

Les deux principaux objectifs de l'organisation sont le développement socio-économique des régions les moins développées de l'Inde et la promotion des échanges commerciaux avec les autres pays. Ses travaux comprennent des activités de plaidoyer, de pression et de sensibilisation, des études de marché, des programmes de formation et de renforcement des capacités, la promotion de la responsabilité sociale des entreprises et l'organisation de manifestations et de projets au niveau local.

Changements à signaler

En 2012, l'organisation a modifié la clause « objet principal » de ses statuts de façon à la rendre plus inclusive.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation promeut les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les régions les moins développées, notamment les objectifs 1 et 3.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Aucune information fournie.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IECCI a participé à une formation de la société civile sur la Convention des Nations Unies contre la corruption et à son mécanisme d'examen, organisée par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et la Coalition de la société civile pour la Convention des Nations Unies contre la corruption, à Kuala Lumpur, en Malaisie, du 24 au 27 février 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IECCI a contribué à l'objectif n° 1 des OMD dans l'État du Madhya Pradesh, en Inde, en favorisant le développement des compétences, des articulations entre les moyens de subsistance et de la prise de responsabilité auprès de 6 923 hommes et femmes au cours de la période considérée. L'organisation a aussi œuvré en faveur de l'objectif n° 3 des OMD au Madhya Pradesh et dans toute l'Inde en menant de vastes campagnes consacrées à l'autonomisation des femmes et à l'égalité des sexes au moyen de la sensibilisation, de l'orientation et de la motivation en matière de prise de responsabilité et d'articulations entre les moyens de subsistance auprès de 5 479 femmes au cours de la période considérée.

10. Initiatives : Women in Development**Statut consultatif spécial : 1999****Introduction**

Initiatives : Women in Development (IWID) est une organisation de sensibilisation, de recherche et de formation sur la question de l'égalité des sexes. Elle exerce ses activités en Inde et apporte également un appui en matière de formation à l'Asie du Sud et à d'autres pays.

Objectifs et mission

L'organisation œuvre en faveur d'une société viable sur le plan environnemental, de l'émancipation des femmes pauvres et marginalisées, de l'aide à la formation participative pour les organisations en matière d'égalité des sexes et de développement, de la réalisation de recherches dans ces mêmes domaines, de la promotion des réseaux nationaux et régionaux et d'une prise en compte de la perspective sexospécifique dans le cadre de l'élaboration des politiques.

Changements à signaler

IWID, en collaboration avec différentes organisations et institutions universitaires impliquées en faveur du développement, a mis en place des bureaux de liaison dans plusieurs États.

Contribution à des activités des Nations Unies

Au cours de la période considérée, IWID a mené des activités visant à renforcer la participation des femmes en matière de gestion des affaires publiques et d'élaboration des politiques. L'organisation a assuré la formation de plus de 1 000 femmes sur les procédures législatives. Elle a tenu en août 2014 une « assemblée législative des femmes » au niveau étatique. IWID a constamment collaboré avec d'autres experts et militants en vue d'élaborer des politiques et des lois au niveau national et étatique qui tiennent compte des opinions et des préoccupations des femmes, tout en s'inscrivant dans le cadre du Programme d'action de Beijing, du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et des Objectifs du Millénaire pour le développement.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux cinquante-cinquième, cinquante-sixième, et cinquante-huitième sessions de la Commission de la condition de la femme ainsi qu'à plusieurs réunions-débats consacrées aux droits des femmes en matière de ressources foncières et de moyens de subsistance et à la gestion des affaires publiques. IWID a organisé le 28 février 2011 une manifestation en marge de la cinquante-cinquième Commission de la condition de la femme intitulée « An Alternative Platform for Democracy » afin de sensibiliser l'opinion à l'importance stratégique que revêt la mise en place d'un parlement des femmes.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

À l'occasion de la visite du Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes, IWID a organisé une consultation régionale des organisations de la société civile à Chennai, en Inde du Sud, en avril 2013. La description des exactions que subissent les divers groupes marginalisés en Inde du Sud a permis de mettre en lumière l'ampleur de ce phénomène. L'organisation a par ailleurs contribué à l'élaboration du rapport alternatif destiné à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation soulève systématiquement la question des terres pour les femmes afin de veiller à la sécurité alimentaire, aux moyens de subsistance en milieu rural et à une agriculture durable. Au cours de la période considérée, IWID a mis en place un modèle de développement intitulé « SHARE Model of Farming » dans plusieurs régions rurales de l'Inde. Ce modèle encourage le partage des tâches et de la production entre femmes réunies en groupement et l'adoption de pratiques agricoles saines et durables. IWID a formé plusieurs organisations communautaires à ce modèle. Elle a par ailleurs mené des recherches pratiques et participatives en appelant à la participation d'autres organisations et en mettant au point de nouveaux modèles de développement. Elle a aussi élaboré et diffusé plusieurs guides et modules de formation consacrés aux méthodes de culture, aux modèles de développement, aux lois relatives à la violence envers les femmes et aux procédures législatives, et ce dans les différentes langues régionales.

11. Institut des stratégies environnementales mondiales

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'Institut des stratégies environnementales mondiales est un institut de recherche international qui mène des recherches pratiques et innovantes en faveur du développement durable dans la région Asie-Pacifique.

Objectifs et mission

En liaison avec les acteurs clefs, l'Institut réalise des études stratégiques afin de dégager les évolutions en cours sur le plan mondial. Par le biais de ses recommandations stratégiques, il facilite l'élaboration des politiques en faveur d'une région Asie-Pacifique durable et entraînant peu d'émissions de carbone.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut a contribué à la rédaction des chapitres régionaux de deux publications majeures du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), à savoir le « Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial » (GEO-5) et le « Rapport mondial sur les modes de consommation et de production durables ». L'Institut a préparé le Rapport exploratoire sur l'économie verte du PNUE dans le cadre du Partenariat pour une action sur l'économie verte. Chaque année, il organise un Forum international Asie-Pacifique pour le développement durable avec le soutien de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et du PNUE afin de sensibiliser l'opinion à la question de la durabilité environnementale sur le plan régional et d'échanger sur les moyens d'y parvenir.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'Institut des stratégies environnementales mondiales a participé aux réunions suivantes :

- Il a assisté chaque année à la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et y a organisé des manifestations parallèles consacrées aux grands enjeux en matière de politiques climatiques afin de mettre en avant les résultats des recherches en la matière;
- Il a également organisé des événements et présenté des résultats de recherches lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) qui s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012;
- Il a coorganisé un atelier lors de la Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation pour le développement durable tenue au Japon en 2014;
- Il a collaboré avec l'Université des Nations Unies et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CBD) en mettant à disposition des ressources et des renseignements pour l'élaboration des politiques lors de la onzième réunion de la Conférence des Parties à la CBD qui s'est tenue en Inde en 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le PNUE et l'Institut ont décidé en 2015 d'instaurer ensemble un Centre de collaboration sur les technologies de l'environnement. L'Institut a par ailleurs signé un mémorandum d'accord avec le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques afin de constituer ensemble des bases de données, de mener des recherches, d'organiser des manifestations régionales et de publier des documents. En 2013, l'Institut a aussi signé un mémorandum d'accord avec la Division de la technologie, de l'industrie et de l'économie du PNUE en vue d'œuvrer ensemble en faveur d'une meilleure exploitation des ressources. Enfin, il a signé un mémorandum d'accord avec le Secrétariat de la CBD visant à collaborer en matière de recherche sur la biodiversité.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'Institut des stratégies environnementales mondiales appuie le programme général de développement lié à l'objectif n° 7 en Asie. L'Institut a participé aux débats mondiaux consacrés aux objectifs de développement durable en examinant les types d'objectifs et leur gestion et en recommandant des mesures en faveur de la durabilité environnementale dans le cadre de la Conférence Rio+20 en 2012. Il a apporté son concours à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable par le biais de ses activités de recherche et de renforcement des capacités.

12. Institute for Sustainable Development and Research

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

L'Institute for Sustainable Development and Research est une ONG qui œuvre en faveur du développement durable en Asie et dans le Pacifique, en Europe, en Amérique du Nord, en Afrique et en Amérique latine.

Objectifs

L'Institut œuvre en faveur du développement durable par le biais de l'éducation, de la formation et de la recherche portant notamment sur les domaines suivants : les ressources naturelles, la gestion et la conservation du littoral et des cours d'eau, l'aménagement urbain et rural, le développement des infrastructures, l'énergie et les gaz à effet de serre, l'assainissement, le développement industriel, la gestion des catastrophes et l'atténuation de leurs effets ainsi que les changements climatiques. L'Institut accompagne aussi les initiatives locales en fédérant les activités collectives et participatives en faveur de l'autonomie et de la durabilité.

Changements à signaler

Au cours de la période considérée, l'Institut a intégré dans ses programmes les régions Europe, Afrique et Amérique latine. Il a aussi intégré la question des droits de l'homme à ses activités. Les processus électoraux ordinaires ont donné lieu à certains changements sur le plan administratif. Enfin, l'Institut a conservé l'agrément du Gouvernement indien au titre de la loi de 1976 relative aux contributions étrangères.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Institut a participé au Forum mondial sur les produits de base organisé par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Genève, en Suisse, du 31 janvier au 1^{er} février 2011. Il a aussi participé au Forum de la société civile dans le cadre de la treizième session de la CNUCED tenue à Doha, au Qatar, du 17 au 26 avril 2012 en coorganisant une réunion extraordinaire sur le thème : « La promotion de l'investissement, le commerce, l'esprit d'entreprise et les politiques de développement connexes visant à favoriser une croissance économique soutenue pour un développement durable et inclusif : rôle des institutions asiatiques et européennes ». L'Institut a également participé aux programmes de renforcement des capacités élaborés par les organes de l'ONU et d'autres institutions de recherche, ce qui lui a permis de transmettre les connaissances et les compétences ainsi acquises aux populations locales ainsi qu'aux autres ONG et organisations bénévoles.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

À l'occasion de la treizième session de la CNUCED, l'Institut a coorganisé avec l'Institut national de technologie de Calicut une réunion sur le thème de la mondialisation axée sur le développement et des questions liées au renforcement de tous types de coopération et de partenariat en faveur du commerce et du développement. L'Institut a également participé au Forum mondial de l'investissement de 2012 organisé en partenariat avec le Gouvernement du Qatar, en parallèle de la treizième Conférence ministérielle de la CNUCED. Il a aussi participé au Forum mondial sur les produits de base et à la Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits de base et le développement qui se sont tenus à Genève, en Suisse, du 18 au 21 mars 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Au cours de la période considérée, l'Institut s'est associé à la Décennie internationale d'action sur le thème « L'eau, source de vie » (2005-2015/Programme ONU-Eau) en proposant des programmes de formation, des conférences, des séminaires et des campagnes de sensibilisation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Du 26 au 28 septembre 2013, L'Institut a organisé à Calicut, en Inde, en partenariat avec l'Institut national de technologie, un atelier national consacré aux méthodes de recherche dans les domaines de la science, de l'ingénierie et de la gestion et axé sur la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'Institut a également signé un Mémoire d'accord avec l'Institut national de technologie dans la perspective de la réalisation des OMD. Il a par ailleurs lancé l'initiative de gouvernance électronique en Inde.

13. InterAction : American Council for Voluntary International Action

Statut consultatif général : 1995

Introduction

InterAction est la plus grande fédération d'organisations non gouvernementales et d'organismes internationaux des États-Unis d'Amérique. L'organisation compte actuellement 189 membres, dont six membres associés.

Objectifs et mission

Les 189 organisations membres d'InterAction s'emploient dans le monde entier à lutter contre l'extrême pauvreté et la vulnérabilité, à renforcer les droits fondamentaux et la participation citoyenne, à œuvrer en faveur de la durabilité de la planète, à promouvoir la paix et à assurer la dignité de tous. De par son rôle de fédérateur, de chef de file et de porte-voix, InterAction permet à ses organisations membres et à ses partenaires de se mobiliser, de renforcer leur impact, de repérer leurs intérêts communs et de s'associer tout en favorisant l'apprentissage et l'innovation.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

En tant que membre du Comité permanent interorganisations (CPI), InterAction a joué un rôle actif pour faire progresser le « programme transformateur » visant à améliorer la réponse de l'ONU, des ONG et du Mouvement de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge aux urgences humanitaires. De par son étroite collaboration avec le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le Programme alimentaire mondial (PAM), InterAction a contribué à l'élaboration de protocoles dans le cadre des trois grands axes thématiques du programme transformateur.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

InterAction a assisté à des nombreuses réunions organisées par les Nations Unies, dont les suivantes :

- De la soixante-sixième à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, de 2011 à 2014;
- Le sommet du Partenariat pour un gouvernement ouvert, à New York, le 24 septembre 2014;
- La conférence intitulée « Ensuring that Environmental Sustainability is Central to Post-2015 Outcomes », le 17 septembre 2013;
- La conférence « MDG Countdown 2012: Working Together Towards 2015 », le 26 septembre 2012;
- Le déjeuner avec le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, consacré à l'initiative « Énergie durable pour tous », le 20 avril 2012; et

Les réunions semestrielles des mandants du CPI, de 2011 à 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

InterAction a régulièrement collaboré avec le HCR en participant aux consultations annuelles des ONG et aux manifestations parallèles de Genève, en Suisse, mais aussi en préparant des déclarations à l'occasion des réunions du Comité exécutif et du Comité permanent. La fédération et ses organisations membres ont régulièrement échangé avec l'UNICEF au sujet du développement des partenariats stratégiques, du développement de la collaboration entre l'UNICEF et les ONG sur le terrain et de l'importance que revêt la sécurité des personnels. Elle s'est également associée au PAM afin de développer les partenariats entre le Programme et les ONG.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

InterAction est considérée comme un acteur clef au niveau des efforts déployés en faveur des Objectifs du Millénaire pour le développement aux États-Unis. L'organisation a assisté à la consultation concernant les objectifs de développement mondiaux pour la période 2015-2030 tenue à Washington, aux États-Unis, le 29 octobre 2013. Le 12 février 2013, InterAction a lancé le programme « InterAction Post-2015 Task Force ».

14. Ligue Howard pour la réforme pénale

Statut consultatif spécial : 1947

Introduction

La Ligue Howard pour la réforme pénale est une ONG basée à Londres, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui a été fondée en 1866 en vue d'abolir la peine capitale et de promouvoir des alternatives plus humaines.

Objectifs et mission

L'organisation s'emploie à faire baisser la criminalité et à réduire le nombre de personnes incarcérées tout en œuvrant pour une société plus sûre. Elle mène des projets de recherche pratique sur un large éventail de questions pénales. Elle milite en faveur d'une réforme en la matière. L'organisation dispose aussi d'une équipe de juristes qui assurent la représentation juridique des enfants et des jeunes adultes en détention afin d'améliorer leur situation pendant leur incarcération et à leur libération.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation caritative contribue à un certain nombre de comités des Nations Unies. En 2014, elle a adressé une critique du Gouvernement du Royaume-Uni pour son manque de respect de la Convention relative aux droits de l'enfant. L'organisation a collaboré avec différentes ONG européennes à l'appui des

recherches et des campagnes visant à l'intégration des conventions de l'ONU. Elle a également appuyé et promu le mécanisme national de prévention.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a apporté son soutien à d'autres organisations ayant assisté et participé aux réunions du Comité pénal.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation soutient le Comité des droits de l'enfant et a participé à des séances extraordinaires consacrées aux enfants dont les parents sont incarcérés.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

15. Systèmes d'information et de documentation sur les droits de l'homme

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Systèmes d'information et de documentation sur les droits de l'homme (HURIDOCS) est une ONG internationale fondée en 1982 qui aide les organisations de défense des droits de l'homme du monde entier à utiliser les technologies de l'information et les méthodes de documentation afin d'optimiser l'impact de leurs activités de plaidoyer. Elle met au point des outils et des techniques et propose aux défenseurs des droits de l'homme des formations et un soutien personnalisés.

Objectifs et mission

La mission de l'organisation consiste à renforcer les capacités des organisations de défense des droits de l'homme en matière de gestion et de diffusion de l'information et donc à améliorer leur efficacité et leur crédibilité. Elle s'emploie à veiller à ce que les organisations de défense des droits de l'homme disposent des outils, des connaissances, des compétences et des services d'appui leur permettant d'exploiter au mieux leurs ressources en information.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

Grâce aux outils qu'elle met à la disposition de tous, HURIDOCS permet de faciliter l'accès aux informations relatives aux droits de l'homme. Les « Caselaw Analysers » facilitent ainsi l'accès aux décisions de justice des institutions régionales et internationales. L'organisation a aussi conçu des sites Web pour la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples et la Commission internationale de juristes. Plusieurs ONG ont eu recours aux bases de données de l'organisation, telles que Casebox et OpenEvsys, afin les aider dans le cadre des rapports concernant les droits de l'homme destinés à l'examen périodique universel, aux organes conventionnels et autres organes de l'ONU.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

HURIDOCS a régulièrement participé aux réunions du Conseil des droits de l'homme, de l'examen périodique universel ainsi qu'à plusieurs autres réunions de l'ONU consacrées aux droits de l'homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

HURIDOCS a eu de nombreux échanges avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) ainsi qu'avec d'autres entités de l'ONU compétentes en matière de droits de l'homme. L'organisation a notamment travaillé avec le HCDH à Nairobi, au Kenya, dans le cadre d'un projet consistant à coder un ensemble de près de 3 400 documents pour la Commission vérité, justice et réconciliation.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les activités de l'organisation sont en lien avec l'ensemble des Objectifs du Millénaire pour le développement. Bien que l'organisation en elle-même ne soit pas directement impliquée dans les domaines de l'action humanitaire ou de sa promotion, il ne fait aucun doute qu'elle contribue, au travers de ses projets, menés en collaboration avec des ONG locales et régionales et des institutions nationales de défense des droits de l'homme, à la réalisation de ces objectifs.
